



Commission économique pour l'Europe
Comité des politiques de l'environnement**Vingt-quatrième session**

Genève, 29-31 janvier 2019

Point 4 c) de l'ordre du jour provisoire

**Examen à mi-parcours des principaux résultats
de la huitième Conférence ministérielle :**

« Un environnement pour l'Europe »

**Études de la performance environnementale : progrès
accomplis dans la conduite du troisième cycle****Note du secrétariat***Résumé*

À la huitième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » (Batumi, Géorgie, 8-10 juin 2016), les ministres ont reconnu l'importante contribution apportée par le Programme d'études de la performance environnementale en tant qu'outil efficace et pratique et ont souligné le rôle que pouvait jouer ce programme dans l'appui fourni à la réalisation et au suivi des objectifs de développement durable dans la région paneuropéenne (voir ECE/ BATUMI.CONF/2016/Add.1).

À sa vingt-quatrième session, le Comité des politiques de l'environnement procédera à un examen à mi-parcours des principaux résultats de la Conférence de Batumi. Dans le cadre de cet examen, le Comité passera en revue les progrès réalisés dans la conduite du troisième cycle d'études de la performance environnementale, notamment l'intégration des objectifs de développement durable dans les études. Le présent document, qui contient un rapport d'étape sur le troisième cycle d'études, a été établi par le secrétariat pour faciliter les débats du Comité sur la question.



Introduction

1. À la huitième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » (Batumi, Géorgie, 8-10 juin 2016), les ministres ont exprimé leur satisfaction devant les progrès accomplis dans le troisième cycle d'études de la performance environnementale menées dans le cadre du Programme d'études de la performance environnementale de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et ont souligné le rôle que pouvait jouer ce programme dans l'appui à la réalisation et au suivi des objectifs de développement durable dans la région paneuropéenne (ECE/BATUMI.CONF/2016/2/Add.1, para. 9).

2. À sa vingt-troisième session (14-17 novembre 2017), le Comité des politiques de l'environnement a convenu de procéder à l'examen à mi-parcours des principaux résultats de la Conférence de Batumi dans le cadre de sa vingt-quatrième session. Le présent document offre un aperçu d'ensemble des progrès accomplis dans la réalisation du troisième cycle d'études de la performance environnementale et de la façon dont ces études prennent en compte les objectifs de développement durable, afin de faciliter les débats du Comité sur la question.

I. Aperçu des principales réalisations et des principales constatations

A. Principales réalisations

3. Les principales réalisations dans le cadre du troisième cycle d'études sont l'achèvement des études pour plus de la moitié des pays remplissant les conditions requises, l'intégration des objectifs de développement pertinents dans les études menées depuis 2017, le lancement d'un nouveau domaine d'activités pour aider les pays étudiés à appliquer les recommandations issues de l'étude les concernant, et l'amélioration des activités de communication et d'information.

1. Achèvement de neuf études dans le cadre du troisième cycle

4. Conformément à la décision prise par les ministres à la septième Conférence « Un environnement pour l'Europe » (Astana, 21-23 septembre 2011), le troisième cycle d'études de la performance environnementale a démarré en 2012.

5. Durant la période 2012-2017, des études ont été menées dans le cadre du troisième cycle en République de Moldova (2013), au Monténégro (2014), en Serbie (2014), en Géorgie (2015), au Bélarus (2015), au Tadjikistan (2017), en Bulgarie (2017), en Albanie (2017) et en Bosnie-Herzégovine (2017)¹. En outre, des études de la performance environnementale du Maroc (2013) et de la Mongolie (2017), États non-membres de la CEE, ont été réalisées selon la méthodologie relative au troisième cycle. Les études de ce cycle ont été achevées dans un laps de temps de treize mois, en moyenne.

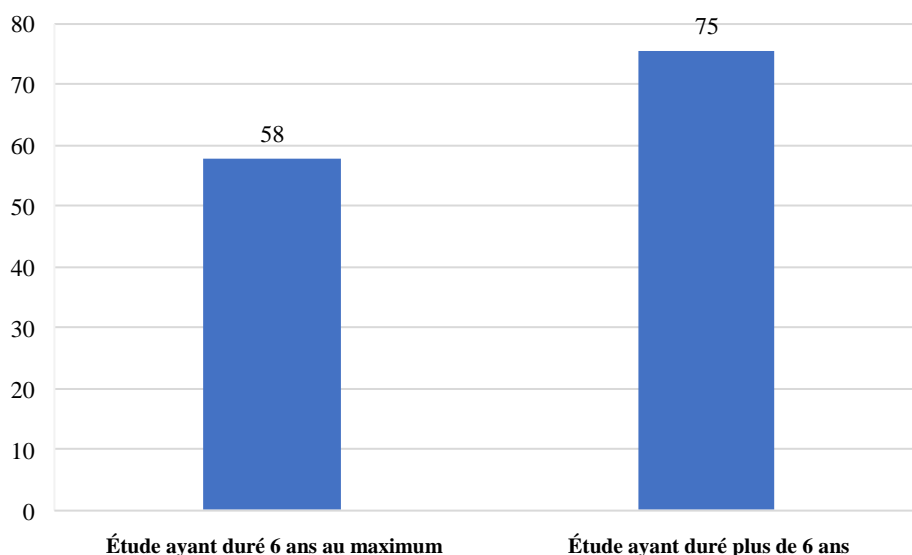
6. En octobre 2018, trois études sont en cours dans le cadre du troisième cycle. Des études sont en cours de préparation pour le Kazakhstan et l'ex-République yougoslave de Macédoine. La troisième étude pour l'Ouzbékistan vient de démarrer, une mission préparatoire ayant été effectuée dans ce pays en septembre 2018. Comme ces études se poursuivent, dans le présent document les indications concernant l'étude du Kazakhstan ont un caractère préliminaire et, de manière générale, l'étude de l'ex-République yougoslave de Macédoine n'est pas prise en compte étant donné qu'aucun projet de rapport n'était disponible au moment de la rédaction de ces lignes. Aucune information n'est encore disponible en ce qui concerne l'Ouzbékistan.

¹ Toutes les dates mentionnées pour les études dans le présent document renvoient à l'année où les recommandations issues de l'étude considérée ont été adoptées par le Comité des politiques de l'environnement, sauf indication contraire.

7. Au moment de la troisième étude, le taux de mise en œuvre par les pays des recommandations formulées dans le cadre du deuxième cycle était de 67 % en moyenne. Ce pourcentage varie en fonction de la durée de la période écoulée entre le deuxième et le troisième cycles, le taux étant plus élevé lorsque le pays a eu davantage de temps pour appliquer les recommandations (fig. 1).

Figure 1

Taux moyen d'application des recommandations issues de la deuxième étude (en pourcentage)



Note : Le Maroc et la Mongolie ne sont pas inclus. Pour la Bulgarie, l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude précédente n'a pas été effectuée car il s'est écoulé une très longue période (seize ans) entre la deuxième et la troisième études.

8. Le tableau 1 fournit des précisions sur les différentes études menées dans le cadre du troisième cycle et sur les études du Maroc et de la Mongolie. Comme dans les cycles précédents, toutes les études ont porté sur les cadres juridiques et institutionnels et l'élaboration des politiques concernant la protection de l'environnement et le développement durable ; les mécanismes de réglementation et d'assurance du respect des obligations ; les instruments économiques pour la protection de l'environnement ; les dépenses en matière d'environnement ; la surveillance de l'environnement ; l'accès à l'information ; la participation du public ; l'éducation environnementale et l'éducation au service du développement durable. La plupart des études ont également porté sur la protection de l'air, la gestion de l'eau, la gestion des déchets, la biodiversité et les zones protégées. Six études comportaient des chapitres spécialement consacrés aux changements climatiques, tandis que dans les autres études cette thématique était intégrée dans les différents chapitres.

9. Par rapport aux cycles précédents, globalement, les études du troisième cycle comportent un plus grand nombre de chapitres traitant de l'intégration des considérations environnementales dans les politiques sectorielles. Elles débouchent aussi sur un plus grand nombre de recommandations. Comme il ressort du tableau 2, les secteurs les plus systématiquement traités sont l'énergie et les forêts, suivis de près par les secteurs de la santé et de l'industrie.

10. Comme le montre la figure 2, indiquant quels sont les destinataires des recommandations issues de l'étude de la performance environnementale, ces recommandations s'adressent non seulement aux autorités nationales chargées de l'environnement mais aussi aux ministères sectoriels et au gouvernement en général.

Tableau 1
Principales caractéristiques des études de la performance environnementale menées dans le cadre du troisième cycle et des études de la Mongolie et du Maroc, 2013-2018

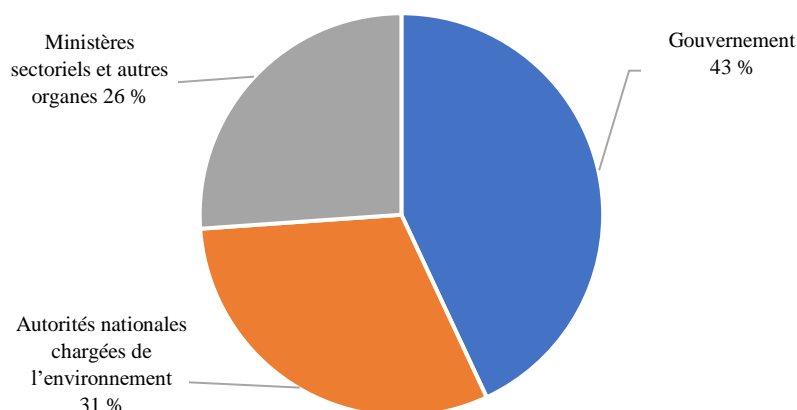
	<i>Pays (par ordre chronologique)</i>	<i>Chapitres (nombre)</i>	<i>Recommandations (nombre)</i>	<i>Version en français ou en russe</i>	<i>Version dans la langue nationale</i>
Études du troisième cycle	République de Moldova	10	41	Russe	
	Monténégro	8	32		
	Serbie	8	33		
	Géorgie	14	67		
	Bulgarie	10	49		
	Bélarus	14	64	Russe	
	Tadjikistan	15	82	Russe	
	Bosnie-Herzégovine	12	71		√
	Albanie	11	58		
	Kazakhstan	13	-	Russe	
	Ex-République yougoslave de Macédoine	11	-		
Autres études	Maroc	13	60	Français	
	Mongolie	15	81		√

Tableau 2
Secteurs faisant l'objet de chapitres spécifiques dans les études du troisième cycle et les études de la Mongolie et du Maroc, 2013-2018

	<i>Pays (par ordre chronologique)</i>	<i>Agriculture</i>	<i>Énergie</i>	<i>Forêts</i>	<i>Santé</i>	<i>Logement</i>	<i>Industrie</i>	<i>Tourisme</i>	<i>Transports</i>	<i>Gestion des catastrophes</i>
Études du troisième cycle	République de Moldova	√								
	Monténégro									
	Serbie									
	Géorgie		√	√	√		√	√	√	√
	Bélarus		√	√	√	√		√	√	
	Bulgarie		√							
	Tadjikistan	√	√	√	√	√	√		√	√
	Albanie		√	√				√	√	
	Bosnie-Herzégovine			√						
	Ex-République yougoslave de Macédoine			√						
	Kazakhstan	√	√			√		√		
Autres études	Maroc	√	√			√		√		
	Mongolie			√	√					√
Total		4	7	7	6	2	5	2	4	3

Figure 2

Destinataires des recommandations issues des études du troisième cycle et des études de la Mongolie et du Maroc, 2013-2018



Note : Les pourcentages correspondent à des moyennes. La troisième étude de la Bosnie-Herzégovine n'a pas été prise en compte car les catégories utilisées dans le graphique ne concordent pas étroitement avec les dispositifs institutionnels du pays.

2. Intégration des objectifs de développement durable dans les études

11. Toutes les études du troisième cycle sont centrées sur les trois grandes catégories de questions définies dans la Déclaration ministérielle d'Astana (ECE/ASTANA.CONF/2011/2/Add.1, par. 13) comme sujets essentiels à traiter dans ce cadre :

- a) La gouvernance et le financement en matière d'environnement dans le contexte d'une économie verte ;
- b) La coopération des pays avec la communauté internationale ;
- c) La prise en compte de l'environnement dans des secteurs prioritaires.

12. Depuis 2017, une thématique supplémentaire, portant sur les objectifs de développement durable, a été ajoutée aux études, conformément à la Déclaration ministérielle de Batumi.

13. En décembre 2016, le Groupe d'experts des études de la performance environnementale a établi, avec le concours du secrétariat, un document sur le rôle que jouent ces études dans l'appui à la réalisation des objectifs de développement durable et au suivi des progrès accomplis à cet égard dans la région paneuropéenne. Ce document (ECE/CEP/2017/11), approuvé par le Comité des politiques de l'environnement en 2017, met en relief les différentes options possibles pour prendre en compte les objectifs de développement durable pertinents dans les études, ainsi que les données et les ressources nécessaires à cette fin. Il offre le principal cadre méthodologique pour l'intégration de ces objectifs dans les études.

14. Les trois études menées en 2017 (les troisièmes études concernant l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine et l'étude concernant la Mongolie) et la troisième étude concernant le Kazakhstan, en cours en 2018, comportent une évaluation des objectifs de développement durable pertinents ainsi que des recommandations liées aux cibles correspondantes (tableau 3). Elles traitent également de questions systémiques telles que l'existence d'un cadre institutionnel pour la mise en œuvre et le suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'intégration des objectifs de développement durable dans le cadre national des politiques publiques, les lacunes en matière de données, l'appropriation nationale et les ressources nécessaires à la mise en œuvre. Les recommandations formulées fournissent des orientations aux gouvernements et autres parties prenantes pour concevoir des politiques et des mesures concrètes visant à atteindre les objectifs du Programme 2030. Dans la troisième étude de la performance environnementale de l'Albanie, par exemple,

25 recommandations portent sur les objectifs de développement durable et les cibles correspondantes et 35 recommandations « souples » figurent dans les encadrés consacrés à ces objectifs et cibles dans le corps du rapport. La troisième étude concernant l'ex-République yougoslave de Macédoine, en cours de réalisation en 2018, suit la même approche pour intégrer les objectifs de développement durable et les cibles correspondantes.

Tableau 3

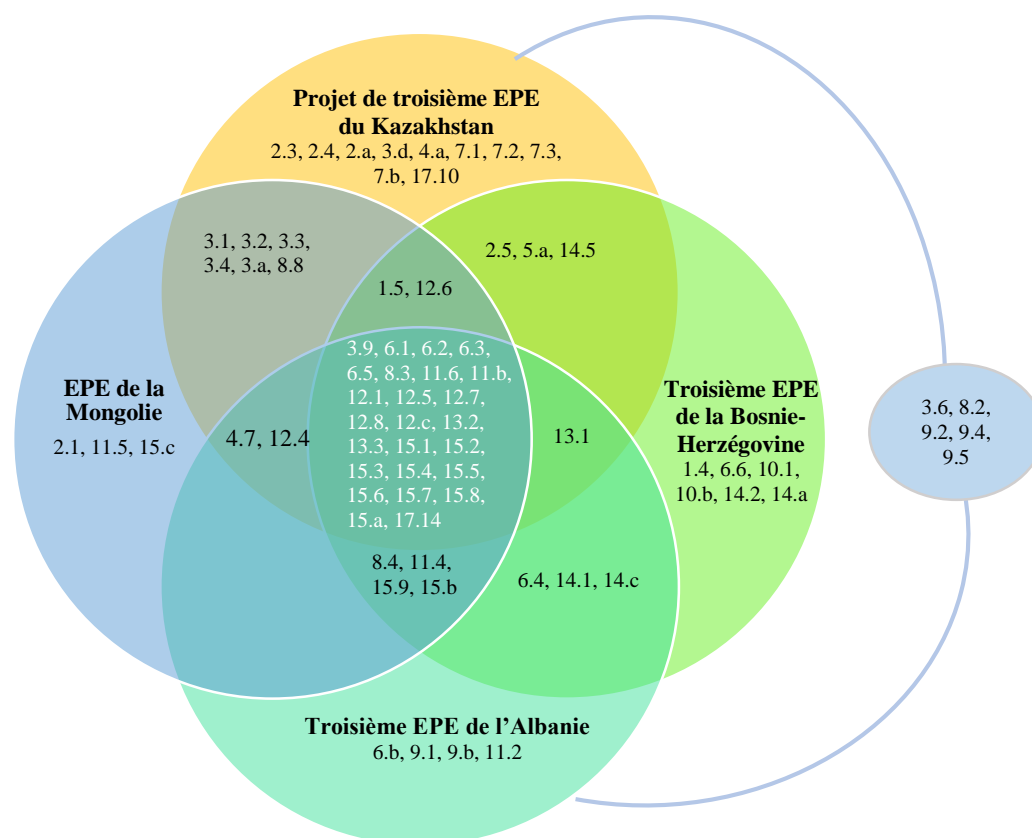
Intégration des cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les études de la performance environnementale

	<i>Troisième étude de l'Albanie</i>	<i>Troisième étude de la Bosnie-Herzégovine</i>	<i>Étude de la Mongolie</i>	<i>Projet de troisième étude du Kazakhstan</i>
Cibles traitées dans le corps du texte (nombre)	44	44	42	54
Cibles mentionnées dans les recommandations (nombre)	38	39	38	-
Recommandations relatives aux objectifs de développement durable (nombre), dont :	60	46	76	-
Mention dans les encadrés	35	36	41	-
Recommandations	25	10	35	-

Note : L'information concernant le Kazakhstan a un caractère préliminaire.

15. La figure 3 montre quelles cibles ont été traitées systématiquement dans les trois études concernant l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et le Kazakhstan ainsi que dans l'étude sur la Mongolie, et quelles autres cibles ont en outre été traitées dans l'une ou plusieurs de ces quatre études. On voit que le traitement des cibles a été adapté au cas par cas en fonction du contenu de l'étude, lequel a été déterminé en concertation avec le gouvernement concerné. Les objectifs de développement durable les plus fréquemment traités dans ces quatre études sont les objectifs 6 (eau potable et assainissement), 11 (villes et communautés durables), 12 (modes de consommation et de production responsables), 13 (lutte contre les changements climatiques) et 15 (vie terrestre).

Figure 3
Cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 traitées dans les études de la performance environnementale



Abréviation : EPE= Étude de la performance environnementale.

Notes : Les informations concernant le Kazakhstan ont un caractère préliminaire. Les cibles figurant dans l'ovale bleu sur la droite ont été traitées dans les études de l'Albanie et du Kazakhstan mais il n'a pas été possible de les présenter autrement dans le graphique.

16. Les premiers résultats de l'intégration des objectifs de développement durable dans les études de performance environnementale, et les enseignements tirés des études de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine et de la Mongolie ont été examinés par le Groupe d'experts des études de la performance environnementale lors d'une réunion ouverte à laquelle ont participé les pays étudiés, en octobre 2017. Les débats ont porté sur les aspects concrets et méthodologiques de l'intégration des objectifs et cibles dans les études, les progrès réalisés pour atteindre les objectifs et les cibles dans les pays étudiés et la pertinence des recommandations formulées dans les études. Le Groupe d'experts a fourni des orientations sur les possibilités d'améliorer cette intégration dans le cadre du Programme d'études de la performance environnementale.

17. Au début de 2017, le secrétariat a mis au point une fiche d'information à l'intention des équipes internationales d'experts afin de faciliter le traitement des objectifs de développement durable par les experts chargés de rédiger les différents chapitres de l'étude. Cette fiche d'information est constamment révisée en fonction de l'expérience acquise. Durant toutes les missions préparatoires effectuées pendant la période 2017-2018, le secrétariat a consulté les institutions gouvernementales compétentes et les équipes de pays des Nations Unies sur les besoins et les modalités pratiques concernant l'intégration des objectifs de développement durable dans les études considérées. En outre, durant toutes les missions d'étude menées pendant la période 2017-2018, le secrétariat a organisé des réunions préparatoires à l'intention des équipes internationales d'experts pour leur fournir des orientations sur la procédure d'intégration.

3. Assistance fournie dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude de la performance environnementale

18. En 2017, le Programme d'études de la performance environnementale a commencé à aider les pays à mettre en œuvre les recommandations découlant de l'étude les concernant. Deux ateliers de coopération technique ont été organisés au titre du Programme pour faciliter la mise en commun des bonnes pratiques et l'échange de données d'expérience : un atelier (Astana, 29 et 30 novembre 2017), organisé en coopération avec la Division de l'énergie durable de la CEE, a mis l'accent sur l'application des recommandations relatives aux politiques et aux pratiques en matière d'énergie durable, et un atelier (Tbilissi, 14 décembre 2017), organisé en coopération avec la Division des transports durable de la CEE, a porté sur l'application des recommandations relatives aux politiques en matière de transports durables. Ces ateliers, qui rassemblaient les pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe du Sud-Est, du Caucase et de l'Asie centrale participant au Programme, ont permis un échange approfondi de données d'expérience.

19. Depuis le milieu de l'année 2018, le Programme met en œuvre un projet dans cinq pays de l'Europe du Sud-Est (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie et ex-République yougoslave de Macédoine). Financé par le Compte de l'ONU pour le développement, ce projet vise à aider les pays à appliquer certaines des recommandations relatives aux objectifs de développement durable issues de l'étude de performance environnementale les concernant et promeut l'apprentissage par les pairs au niveau sous-régional. Il est exécuté en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement et les équipes de pays des Nations Unies pendant la période 2018-2021.

4. Amélioration de la communication et de l'information

20. Plusieurs mesures ont été prises pour améliorer la communication et l'information dans le cadre du troisième cycle. Un nouveau modèle de page de garde permet de mieux rendre compte des caractéristiques naturelles, sociales et culturelles des pays étudiés. À l'exception d'un seul pays, le lancement de toutes les études a été organisé en coopération avec le gouvernement des pays concernés. Depuis 2015, des brochures illustrant les messages clés de l'étude (*Highlights*) ont été publiées parallèlement au document principal rendant compte de l'étude, afin de faciliter la diffusion des résultats de celle-ci.

21. De plus en plus, les études de la performance environnementale sont utilisées dans d'autres forums et par d'autres organisations, ce qui accroît leur diffusion. Au Tadjikistan, par exemple, un projet du PNUD a aidé le pays à produire un rapport national sur l'état de l'environnement et sa version visuelle en ligne en s'appuyant sur les informations et les données contenues dans la troisième étude concernant le pays. En Mongolie, l'étude de la performance environnementale a contribué à l'élaboration des « Perspectives de la Mongolie en matière de durabilité » (*Sustainability Outlook for Mongolia*) et sert actuellement à la rédaction, par le Gouvernement, des « Voies à suivre pour concrétiser les engagements souscrits au niveau international par la Mongolie » – feuille de route devant guider les efforts déployés par le pays pour parvenir au développement durable. En Albanie, la troisième étude a aidé à préparer une mission du système des Nations Unies dans le pays, portant sur l'intégration, l'accélération et le soutien stratégique et entreprise en vue d'intégrer le Programme 2030 dans le cadre national de développement.

B. Principales constatations

1. La gouvernance et le financement en matière d'environnement dans le contexte d'une économie verte

22. À quelques exceptions près, les pays étudiés dans le cadre du troisième cycle sont dépourvus de cadre relatif aux questions juridiques et à l'élaboration des politiques pour une économie verte et les initiatives spécifiques en faveur d'une économie verte font défaut, hormis quelques projets financés par des donateurs internationaux. Même lorsqu'un cadre solide est en place pour les politiques publiques, comme c'est le cas par exemple au Kazakhstan et en Mongolie, les capacités institutionnelles de mise en œuvre des approches

axées sur l'économie verte sont insuffisantes. Les indicateurs de l'économie verte ne sont guère utilisés. Aucune information sur les investissements dans l'économie verte n'est collectée indépendamment des renseignements sur les dépenses générales en matière d'environnement. Dans certains pays qui ont fait l'objet d'une troisième étude, le cadre des politiques relatives à l'économie verte a, depuis, été renforcé : le Bélarus, par exemple, a approuvé un plan d'action national visant à introduire les principes de l'économie verte pour la période allant jusqu'à 2020, tandis que la République de Moldova a adopté un programme d'appui à l'économie verte pour la période 2018-2020, assorti d'un plan d'action.

23. Les opérations des systèmes nationaux de financement pour la protection de l'environnement se sont améliorées dans tous les pays étudiés. Cependant, dans la plupart de ces pays, tant les taxes au titre de la pollution de l'environnement que les prix facturés pour l'utilisation des ressources naturelles restent souvent trop faibles pour favoriser la réduction de la pollution et l'exploitation durable de ces ressources. Dans certains pays, les amendes en cas d'infractions environnementales sont très faibles et n'ont pas été indexées sur l'inflation, de sorte que de telles mesures ne sont guère susceptibles de contribuer à modifier les comportements. Les tarifs pratiqués sont également très bas dans certains pays, ce qui n'incite pas à utiliser l'eau et l'électricité de façon rationnelle ni à produire moins de déchets. Les prestataires de services, qui perdent constamment de l'argent, manquent de fonds pour effectuer les investissements voulus dans la maintenance et la modernisation des infrastructures.

24. Les dépenses nationales en matière de protection de l'environnement restent faibles dans la plupart des pays étudiés. D'une manière générale, ces dépenses ne font pas l'objet d'un examen périodique et elles ne cadrent pas toujours avec les priorités définies dans les documents stratégiques environnementaux et sectoriels. Dans de nombreux pays, les mesures d'incitation axées sur l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique, les modes de production et de consommation durables et le développement de modes de transport plus propres en sont encore au stade embryonnaire ou expérimental.

2. Coopération des pays avec la communauté internationale

25. Les études réalisées dans le cadre du troisième cycle ont montré que la plupart des difficultés rencontrées en ce qui concerne la coopération avec la communauté internationale dans les pays étudiés sont liées aux capacités, à la disponibilité des ressources et à l'engagement politique. Tous les pays étudiés disposent désormais d'un réseau de coordonnateurs désignés pour chacun des accords multilatéraux relatifs à l'environnement mais des problèmes se posent en ce qui concerne la formation adéquate des coordonnateurs, la définition précise des responsabilités qui leur incombent, leur charge de travail et leur aptitude à consacrer un temps suffisant aux activités ayant trait aux accords. La question de l'établissement des rapports nationaux au titre des accords multilatéraux relatifs à l'environnement est un autre problème lié aux capacités : les retards dans l'établissement des rapports concernant certains accords ou l'absence systématique de rapport d'un pays sont souvent signalés dans les études du troisième cycle.

26. Bien souvent, les pays étudiés dans le cadre du troisième cycle ne sont pas en mesure de mobiliser des ressources suffisantes pour permettre une participation régulière aux activités internationales de coopération en matière d'environnement. Rares sont les pays étudiés qui accueillent de grandes réunions internationales, là encore pour des raisons financières. Un autre problème important mis en évidence dans le cadre du troisième cycle est le fait que les pays dépendent de l'aide internationale pour la mise en œuvre des accords multilatéraux relatifs à l'environnement.

27. Les autres constatations ont trait à la nécessité pour les pays de définir clairement les priorités pour leur coopération internationale en matière d'environnement, étant donné que cela aide à mieux cibler l'utilisation des ressources quand celles-ci sont rares. Les études contiennent en outre des recommandations portant sur le fonctionnement des mécanismes institutionnels, par exemple les moyens d'accroître l'efficacité du réseau de coordonnateurs, de resserrer la coordination avec les ministères sectoriels pour la mise en œuvre des accords multilatéraux relatifs à l'environnement et de renforcer les synergies aux fins de cette mise en œuvre.

28. Les pays étudiés dans le cadre du troisième cycle ont adhéré à de nombreux accords multilatéraux relatifs à l'environnement mais certains d'entre eux ne participent toujours pas à des accords clefs. Les études de la performance environnementale contiennent donc des recommandations sur l'adhésion à de tels accords, soulignant souvent la marche à suivre (par exemple le recours aux mécanismes d'aide et de pré-adhésion ou la réalisation d'une étude de coûts-avantages), et sur l'utilisation des mécanismes et processus non contraignants.

29. En outre, les études mettent en relief des problèmes spécifiques auxquels les pays étudiés se heurtent dans l'application des accords multilatéraux relatifs à l'environnement et des avis sont fournis concernant les mesures prioritaires à prendre pour que ces accords soient davantage appliqués : par exemple, accorder la protection nationale requise aux sites Ramsar et élaborer et adopter les plans de gestion de ces sites, ou élaborer le cadre juridique concernant la prévention des risques biotechnologiques pour permettre la mise en œuvre du Protocole de *Cartagena* sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique.

30. Enfin, les études comportent une analyse des efforts déployés par les pays étudiés pour élaborer et appliquer des politiques nationales de lutte contre les changements climatiques qui soient conformes aux engagements qu'ils ont pris à l'échelle mondiale. Elles offrent aux gouvernements des avis sur les moyens d'intensifier les actions en matière d'atténuation et d'adaptation aux niveaux national et local en renforçant les processus d'établissement des inventaires et de sensibilisation.

31. Dans le troisième cycle d'études, la façon d'aborder la question de la coopération des pays avec la communauté internationale a évolué en parallèle avec cette coopération elle-même. Alors qu'au début du troisième cycle, les études traitaient des problèmes systémiques liés à la mise en œuvre et au suivi des objectifs du Millénaire pour le développement durable, actuellement elles mettent fortement l'accent sur l'Accord de Paris sur le climat et le Programme 2030. De plus, elles couvrent un large éventail d'accords internationaux, dont bien souvent des accords multilatéraux comportant une dimension environnementale, même si leur cible principale n'est pas l'environnement. Par exemple, les troisième études de la Géorgie et du Bélarus ainsi que l'étude de la Mongolie traitent des conventions de l'Organisation internationale du Travail relatives à la salubrité de l'environnement et la troisième étude de la Bulgarie traite de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte anti-tabac.

3. La prise en compte de l'environnement dans des secteurs prioritaires

32. Dans les études du troisième cycle, les chapitres consacrés aux aspects sectoriels prennent en compte les efforts déployés en vue d'intégrer les impératifs environnementaux dans les documents de politique sectorielle et les lois et textes réglementaires. Ils analysent aussi comment les prescriptions et les politiques sont appliquées concrètement et avec quelle efficacité, et évaluent le niveau de coopération et de coordination entre les autorités compétentes.

33. Toutes les études abordent la question de l'utilisation d'un instrument d'évaluation stratégique environnementale comme outil permettant d'intégrer les préoccupations environnementales dans les politiques sectorielles. Beaucoup de pays étudiés dans le cadre du troisième cycle ne se sont pas dotés d'un dispositif d'évaluation stratégique environnementale ou bien celui-ci est au stade embryonnaire. Dans les cas où un tel dispositif est d'ores et déjà opérationnel, il reste encore à convaincre les autorités sectorielles des avantages que présentent ces évaluations et des mécanismes d'assurance de la qualité permettant une mise en œuvre efficace ne sont pas en place.

34. Dans certains pays, les autorités nationales chargées de l'environnement ont indiqué avoir instauré une coopération plus étroite avec les ministères sectoriels suite aux travaux communs menés pendant le déroulement de l'étude.

4. Intégration des objectifs de développement durable pertinents

35. Dans les quatre pays pour lesquels les objectifs et cibles de développement durable ont été intégrés dans l'étude les concernant (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kazakhstan et

Mongolie), les autorités nationales chargées de l'environnement ne sont pas celles qui dirigent ou coordonnent le suivi et la mise en œuvre du Programme 2030. À cet égard, l'ensemble du processus d'intégration des objectifs de développement durable dans les études a contribué à conférer une plus grande visibilité aux autorités nationales chargées de l'environnement, dans le cadre du dispositif national de suivi et de mise en œuvre du Programme 2030.

36. La situation n'est pas la même dans les quatre pays en ce qui concerne la définition de cadres institutionnels et de politiques pour le suivi et la mise en œuvre du Programme 2030. Dans certains pays, ces cadres sont déjà en place et fonctionnent. Dans d'autres, le processus commence seulement et l'étude de la performance environnementale a contribué à attirer l'attention sur l'importance de mettre en place de tels cadres.

37. Dans les quatre pays, le processus consistant à évaluer la disponibilité des données et les lacunes en termes d'indicateurs par rapport au cadre mondial d'indicateurs pour les objectifs de développement durable et les cibles du Programme 2030 était en cours mais la définition des cibles et indicateurs nationaux n'avait pas encore commencé ou commençait seulement, de sorte que les avis formulés à cet égard dans les études de la performance environnementale venaient à point nommé.

38. Le degré d'adhésion et de sensibilisation aux objectifs de développement durable varie selon les quatre pays. En Mongolie, l'adhésion et la réceptivité à ces objectifs étaient impressionnantes, non seulement parmi les autorités publiques centrales mais aussi parmi les responsables locaux et les citoyens. Tel n'était pas le cas dans les trois autres pays, où les autorités nationales chargées de l'environnement et les ministères de tutelle n'étaient pas suffisamment sensibilisés aux objectifs, la prise de conscience étant encore plus faible à l'échelon local, parmi le public et les milieux d'affaires. En Bosnie-Herzégovine, un outil de consultation innovant² a été mis au point pour sensibiliser davantage au Programme 2030 et cette initiative pourrait être transposée dans d'autres pays.

39. Dans les pays étudiés où l'adhésion à l'Union européenne est une priorité absolue et mobilise déjà des efforts et des ressources considérables, il est important que les actions menées pour atteindre les objectifs de développement durable cadrent avec le processus d'adhésion, en termes tant de contenu que de modalités. L'Albanie et la Bosnie-Herzégovine ont acquis une expérience utile à cet égard.

II. Enseignements tirés et difficultés rencontrées

A. Conduite du troisième cycle

40. S'agissant du processus, il a été généralement plus facile pour le Programme d'organiser les études dans le cadre du troisième cycle étant donné que, dans de nombreux pays, la mémoire institutionnelle concernant la deuxième – et parfois la première – étude était encore en place. La méthodologie de l'étude n'en est pas moins constamment ajustée pour traiter les domaines problématiques et répondre de façon plus ciblée aux besoins spécifiques des pays étudiés.

41. Dans le cadre de ce cycle, une difficulté particulière a été de faire en sorte que les études restent pertinentes et utiles compte tenu des différentes voies choisies par les pays étudiés, tout en prenant en considération leurs préférences spécifiques. Le Kazakhstan, par exemple, a demandé que la troisième étude fasse référence à la pratique des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), tandis que l'Albanie voyait dans la troisième étude un instrument pour l'aider dans le processus d'adhésion à l'Union européenne.

² Voir United Nations in Bosnia and Herzegovina – Sustainable Development Goals consultation tool <https://youtu.be/2zq891WnQ2c>.

B. Intégration des objectifs de développement durable pertinents

42. Lorsqu'il s'agit d'intégrer les objectifs de développement durable dans les études de la performance environnementale, la principale difficulté rencontrée tient au fait que l'on ne dispose encore que de peu de données et d'informations pour entreprendre une évaluation cible par cible. Dans le cas de certaines cibles, alors que les études s'efforçaient de les prendre en compte, il a fallu y renoncer au stade de la rédaction du rapport sur l'étude, faute d'informations. Toutefois, la volonté de surmonter cette difficulté a contribué à l'utilité et à l'intérêt de l'ensemble du processus et de l'étude finale pour les pays étudiés.

43. Incorporer les objectifs de développement durable dans les études nécessite que les pays étudiés s'efforcent de fournir des données et des informations supplémentaires sur les objectifs et cibles considérés. Il faut aussi que les équipes internationales d'experts s'emploient à avoir accès à ces données et informations et à les analyser. Mais, comme l'ont montré les études sur l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et le Kazakhstan menées dans le cadre du troisième cycle ainsi que l'étude sur la Mongolie, il ne s'agit pas là d'une « mission impossible ». La quête de données et d'informations pertinentes a contribué à renforcer la coopération entre les autorités nationales responsables des questions d'environnement, les bureaux de statistique et les autorités chargées de coordonner la mise en œuvre du Programme 2030 dans les pays étudiés. Quant aux équipes internationales d'experts, le nouveau défi lié à la prise en compte des objectifs et des cibles a permis d'intensifier les échanges d'information et la communication entre leurs membres.

44. Tous les pays examinés pendant la période 2017-2018 ont retenu la même option pour intégrer les objectifs de développement durable dans leurs études³, ce qui a permis d'améliorer les aspects méthodologiques de cette intégration d'une étude à l'autre. Toutefois, sur le plan méthodologique, il a été difficile de dépasser le cadre des indicateurs convenus à l'échelle mondiale lorsqu'il s'agissait d'examiner des cibles spécifiques dans les différents chapitres. Un autre défi tient à la dimension intersectorielle des objectifs de développement durable, dont il est difficile de rendre compte étant donné que les cibles sont présentées sous forme d'encadrés répartis dans les différents chapitres thématiques des études.

45. L'intégration des objectifs de développement durable dans le troisième cycle d'études concernant l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et le Kazakhstan et dans l'étude consacrée à la Mongolie n'a entraîné aucun coût supplémentaire.

III. Nouvelles mesures à prendre

46. À l'échéance de septembre 2018, plus de la moitié des pays remplissant les conditions requises ont fait ou font l'objet d'une troisième étude de leur performance environnementale. La troisième étude de l'Ouzbékistan se poursuivra en 2019. Les nouvelles mesures à prendre incluent la poursuite du troisième cycle pour répondre aux demandes formulées par les pays remplissant les conditions requises. Des demandes dans ce sens ont été reçues de la Roumanie et de l'Ukraine. En outre, pour d'autres pays de la région qui ne sont pas membres de l'OCDE, il pourrait être profitable d'entreprendre une étude de la performance environnementale en réponse à l'appel lancé par les ministres à Batumi.

47. À l'avenir, les objectifs de développement durable pourraient être intégrés de façon plus poussée dans les études de la performance environnementale, à mesure que davantage de données et d'informations deviennent disponibles, et la dimension intersectorielle des objectifs pourrait être mieux prise en compte lorsqu'on aura acquis une expérience suffisante. Renforcer les liens entre la procédure d'étude de la performance environnementale et l'ensemble des processus et dispositifs nationaux de mise en œuvre et d'examen du Programme 2030 dans les pays étudiés est une démarche qu'il importe de

³ Tous les pays ont choisi la quatrième option parmi celles exposées dans le document ECE/CEP/2017/11 : Dresser un bilan général de la mise en œuvre du Programme 2030 dans le chapitre consacré au cadre relatif aux questions juridiques et à l'élaboration des politiques et intégrer l'étude relative aux objectifs et/ou cibles pertinents dans les autres chapitres.

promouvoir car elle pourrait permettre d'intégrer de façon plus pertinente les objectifs de développement durable dans les études. En outre, les études continueront d'examiner les défis et les possibilités que représentent les grands projets d'infrastructure tels que le gazoduc trans-Adriatique et l'initiative « Une ceinture et une route », lorsqu'ils concernent les pays étudiés, et des recommandations seront formulées à cet égard.

48. Dans le cadre du projet financé par le Compte de l'ONU pour le développement, cinq pays de l'Europe du Sud-Est bénéficieront d'une aide pour élaborer des plans d'action nationaux et/ou des dispositifs (documents d'orientation, lois et règlements d'application) afin de mettre en œuvre les recommandations issues de l'étude les concernant en fonction des objectifs de développement durable. La réalisation de ce projet permettra, dans le cadre du Programme d'études de la performance environnementale, d'acquérir une expérience pratique pour aider les pays étudiés à appliquer les recommandations. Cette expérience pourrait également fournir des idées sur les moyens d'améliorer la méthodologie des études à l'avenir.

49. En outre, les études de la performance environnementale offrent d'importantes possibilités en matière d'apprentissage par les pairs, de réseautage et de développement des capacités. Un atelier d'apprentissage par les pairs intitulé « Politiques de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 : échange de pratiques optimales sur la base des études de la performance environnementale de la CEE » est prévu à Minsk en novembre 2018. Des activités analogues de développement des capacités pourraient être organisées à l'avenir, sous réserve que le secrétariat dispose du personnel suffisant pour entreprendre ces travaux.
